

ACTUALITES COVID-19 ET ECONOMIE

COVID-19

Le président du gouvernement Pedro Sánchez estime à 3 millions le nombre de personnes contaminées pendant la pandémie en Espagne. Lors de sa conférence de presse du 23/10 au palais de la Moncloa, Sánchez a indiqué que les études de séroprévalence réalisées par les institutions publiques estiment que le nombre réel de personnes qui ont été infectées dépasserait les 3 millions (pour mémoire, le nombre de cas détectés par un test positif s'élève à un peu plus d'un million). **S'agissant des mesures pour freiner la deuxième vague de l'épidémie, le président du gouvernement annonce que la déclaration de l'état d'alerte n'est pas écartée afin de limiter la mobilité** et freiner l'évolution épidémiologique actuelle, **mais qu'un confinement général –comme celui du mois de mars– sera évité à tout prix.**

Couvre-feu : Le Conseil Interterritorial du Système des Santé¹ a approuvé le 22/10 un [document sur les stratégies de réponse coordonnée pour faire face au Covid-19](#) qui définit quatre niveaux d'alerte pour une réponse graduée en fonction de la situation épidémiologique. **La décision d'un couvre-feu national a toutefois été reportée**, malgré la demande de plusieurs gouvernements régionaux, en raison de divergences sur l'outil juridique à adopter (le gouvernement privilégie l'état d'alerte, ce que rejette le principal parti d'opposition, à la tête de plusieurs régions dont Madrid).

Nouvelles restrictions régionales : pour prendre le relais des restrictions imposées par l'état d'alerte qui se termine le 24 octobre, le gouvernement de Madrid a interdit à partir du 24/10 aux habitants de toute la région de se réunir entre 00h00 et 06h00 (à l'exclusion des personnes vivant sous le même toit). Pendant la journée, les réunions, limitées à 6 personnes, restent autorisées. **Les établissements hôteliers devront fermer à minuit** (soit une heure de plus qu'actuellement) et ne pourront pas accueillir de nouveaux clients à partir de 23h, alors que les magasins fermeront à 22h, sauf si ce sont des services essentiels. **De plus, à partir du 26/10 et pendant 14 jours, des restrictions de mobilité** (entrée et sortie interdite sauf pour déplacements liés au travail, services essentiels et urgences) **et des horaires plus stricts entreront en vigueur dans 32 zones de santé de la région (dont 17 dans la capitale)**, dont l'incidence des contaminations accumulée sur les 14 derniers jours dépasse 500 cas pour 100 000 habitants.

La présidente du gouvernement régional de Navarre, María Chivite, a annoncé le 19/10 qu'un confinement géographique sera mis en place dans toute la région à partir du 22/10 pendant 15 jours. L'entrée et sortie de la région est interdite sauf pour les exceptions explicitement prévues (déplacements liés au travail, services essentiels et urgences) ; les bars, les restaurants et les établissements sportifs et culturels ferment à 21h ; et les rassemblements sont restreints à l'unité d'habitation. **Le gouvernement de la Rioja a également annoncé la décision de mettre en place un confinement géographique à partir du 23/10 pendant 15 jours**, dans des conditions similaires à la mesure prise par Navarre.

Le gouvernement de la région de Castille-et-Léon mettra en place un confinement par zone dans les villes de Burgos (à partir du 21/10) et d'Aranda de Duero (à partir du 20/10) en raison de leurs évolutions épidémiologiques (avec fermeture de la restauration et l'hôtellerie à 23h) : ces deux confinements s'ajoutent à ceux en cours dans 7 autres villes de la communauté (dont Léon, Palencia et Salamanque). **La région d'Aragon a mis en place des restrictions dans les bars (capacité d'accueil à 50 % et fermeture à 23h), en vigueur à partir du 19/10 et a décidé de reconfiner les trois villes principales : Saragosse, Huesca et Teruel, à partir de mercredi 21/10 au soir.**

Vaccin : Le Ministre de la Santé Salvador Illa a confirmé que l'Espagne a exercé son option d'achat (négociée au niveau européen) **d'un vaccin pour le Covid19 du laboratoire Astrazeneca pour 31 millions**

¹ Comité de coordination sur les sujets sanitaires entre le gouvernement central et les communautés autonomes (qui ont compétence sur ce domaine). Ce comité peut adopter à la majorité des mesures s'appliquant à l'ensemble du territoire.

de doses, dont 3,1 livrées en décembre 2020. Les doses restantes seront progressivement livrées jusqu'en juin 2021 et couvriront environ 15,5 millions de personnes (s'agissant d'un vaccin à double dose). Le coût de chaque dose du vaccin sera de 2,9 € (5,8 € pour les deux doses) dont 1,12 € seront couverts par le fonds de solidarité de l'UE.

SURE : La Commission européenne a annoncé que l'Espagne est parmi les premiers pays –avec l'Italie et la Pologne- qui recevront un prêt de SURE (21,3 Md € pour l'Espagne), instrument financier européen visant à protéger les emplois et les travailleurs.

Motion de censure : la motion de censure présentée par le parti d'extrême droite VOX contre le gouvernement de Pedro Sánchez n'a pas abouti. Le Parti Populaire – principal parti d'opposition, a voté contre cette motion en se démarquant nettement de VOX. Une majorité absolue (176 députés) était nécessaire pour son approbation.

MACROECONOMIE

BBVA Research estime une croissance trimestrielle de 14 % au T3 2020 et prévoit un ralentissement au T4 2020 à 2%. Pour 2020, l'institution maintient sa prévision de -11,5 % g.a et revoit à la baisse celle de 2021 à 6 % g.a (-1,0 pp). La révision pour 2021 s'explique par la détérioration de la situation sanitaire dans l'UE dans le cadre de la 2^{ème} vague (avec une baisse des dépenses des ménages), le ralentissement de l'investissement privé à moyen terme, la réduction de l'impact de la politique monétaire et budgétaire (notamment le chômage partiel) face à la crise et les incertitudes liées à l'accès et la gestion des instruments des fonds européens pour la relance.

La Ministre des Affaires Economiques et de la Transformation Digitale, Nadia Calviño, a indiqué le 19/10 que le PIB espagnol enregistrera une croissance de 13 % au T3 2020, avec un ralentissement au T4.

Plus de la moitié des PME espagnoles estiment qu'elles risquent de fermer en raison de l'impact de la pandémie. D'après le baromètre d'opinion publié par CEPYME (organisation patronale des PME espagnoles), 52 % des PME aurait souffert d'une réduction de revenus jusqu'à 50 % depuis le mois de janvier ; et une PME sur cinq a indiqué avoir perdu entre 50 et 75 % de son chiffre d'affaires. Une PME sur quatre a dû ainsi réduire d'un quart le nombre de salariés, et 10% entre un quart et la moitié. De plus, 43 % des PME auraient eu recours – ou devront le faire dans les prochains mois – au dispositif de chômage partiel.

FINANCES PUBLIQUES

Budget 2021 : la porte-parole du gouvernement et Ministre des Comptes Publics, María Jesús Montero, a indiqué que le gouvernement présentera bien le Budget au parlement fin octobre. Elle infirme ainsi les déclarations du partenaire du PSOE au sein de la coalition, Unidas Podemos (UP), qui avait indiqué que les négociations budgétaires pourraient prendre plus de temps en raison de divergences au sujet de la hausse de certains impôts. UP souhaiterait une hausse de l'impôt sur le revenu pour les revenus supérieurs à 200 000 € par an (côté PSOE : à partir des revenus supérieurs à 300 000 € par an), une hausse de l'impôt sur la fortune à 1 % et une hausse de l'indice de revenu de référence pour bénéficier des prestations sociales de 0,4 % (côté PSOE : une hausse de 0,3 %). Un autre sujet susceptible de retarder la fin des négociations serait le plafonnement des loyers, mesure que le PSOE souhaiterait discuter dans une loi spécifique, alors qu'UP cherche à l'inclure dans le projet de budget 2021.

La dette publique a atteint 1 298,7 Md € au mois d'août, soit 117,5 % du PIB estimé pour 2020. Pour rappel, la prévision de fin d'année 2020 transmise par le gouvernement espagnol à l'UE était de 118,8 %.

Le Conseil des Ministres a approuvé le 20/10 le Plan Annuel de Politique de l'Emploi pour 2020 avec une dotation de 5,8 Md €. De ce montant, 1,9 Md € ont été destinés aux communautés autonomes. Ce plan détaille les services et programmes menés par les régions et par le Service Public de l'Emploi (SEPE).

MARCHÉ DU TRAVAIL

Le gouvernement et les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour élargir le champ de la future loi relative aux *riders* (livreurs à domicile) à l'ensemble des travailleurs des plateformes numériques afin de lutter contre les « *faux* » indépendants. Cette décision a été prise un mois après le jugement du Tribunal Suprême (équivalent de la Cour de cassation), établissant pour la première fois que la relation entre un livreur à domicile liée à une plateforme et cette dernière est de nature salariale. La prochaine réunion de négociation aura lieu le 28/10. Par ailleurs, dans le cadre d'une opération menée par l'Inspection du Travail et de la Sécurité Sociale contre les relations de travail irrégulières au sein de la plateforme Glovo, 11 013 travailleurs indépendants ont été inscrits à la sécurité sociale comme salariés (avec demande de régularisation des cotisations sociales correspondantes). Les inspections ont eu lieu entre 2019 et 2020 dans 16 provinces espagnoles (Madrid, Barcelone, Valence, Saragosse, Malaga, Grenade, Asturies, Baléares, Murcie, Cordoba, Valladolid, Burgos, Salamanque, Pontevedra, Cantabrie et Badajoz). Cette décision administrative sera contestée en justice par l'entreprise.

Entre 200 000 et 300 000 travailleurs seraient mis au chômage entre le 01/11 et le 31/12, après la fin de l'engagement de non-licenciement de 6 mois lié au bénéfice du dispositif de chômage partiel. D'après le Conseil Général des Collèges de Gestionnaires Administratifs, 150 000 travailleurs dépendant de travailleurs indépendants devraient également se retrouver au chômage d'ici la fin de l'année.

ENTREPRISES

Forum CEOE-MEDEF : le jeudi 22/10 a eu lieu le premier forum des organisations patronales de France (MEDEF) et d'Espagne (CEOE) à la Résidence de l'Ambassade d'Espagne à Paris. Antonio Garamendi, président de la CEOE et une délégation d'une dizaine de PDG des principales entreprises espagnoles, ont rencontré le MEDEF et les PDG de grandes entreprises françaises dans le cadre de cet événement. Les participants ont échangé sur le commerce bilatéral et international ainsi que sur le plan de relance européen. La vice-présidente du gouvernement et ministre des affaires économiques et de la transformation numérique, Nadia Calviño et la Secrétaire d'Etat au Commerce de l'Espagne, Xiana Méndez, ont également participé au forum, avec leurs homologues respectifs : Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, et Franck Riester, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Ensenada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Anna Bejaoui, Alvaro Carranza, Alex Marañón,
Thomas Meinzel, Mélodie Nkoa Zoa

Abonnement/désabonnement : espagne@dgtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/

Suivez-nous sur Twitter : @DGTresor_Iberia



Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.